



KNOWING WHAT WORKS

# Stratégie de renforcement des capacités – DISM II

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTEGRE DU SECTEUR MINIER,  
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

## Contents

|  |    |
|--|----|
| 4. Présentation du modèle d'impact/des résultats - la logique sous-jacente du projet ... | 8  |
| 5. Modèle des résultats global du projet DISM.....                                       | 9  |
| Elaboration de SWOT .....  | 9  |
| Analyses SWOT: .....   | 12 |
| 1. SWOT: les atouts.....   | 12 |
| 2. SWOT: les Faiblesses .....  | 13 |
| 3. SWOT: Les opportunités.....   | 14 |
| 4. SWOT: Les menaces.....  | 14 |
| Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC) .....                   | 16 |
| 1 : Besoin en RC niveau « Individu » .....   | 16 |
| 2. Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation ».....                                 | 17 |
| 3. Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société ».....                                      | 18 |
| Analyses SWOT: .....   | 20 |
| 1. SWOT: Les Atouts .....  | 20 |
| 2. SWOT: Les Faiblesses .....  | 20 |
| 3. SWOT: Les opportunités.....   | 21 |
| 4. SWOT: Les menaces.....  | 22 |
| Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC) .....                   | 23 |
| 1 : Besoin en RC niveau « Individu » .....   | 23 |
| 2 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation ».....                                | 24 |
| 3 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société ».....                                     | 25 |
| Analyses SWOT: .....   | 28 |
| 1: SWOT: Les Atouts .....  | 28 |
| 2: SWOT: Les Faiblesses .....  | 28 |
| 3: SWOT: Les opportunités.....   | 29 |
| 4: SWOT: Les menaces.....  | 30 |
| Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC) .....                   | 31 |
| 1 : Besoin en RC niveau « Individu » .....   | 31 |
| 2 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation ».....                                | 32 |
| 3 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société ».....                                     | 33 |
| Analyses SWOT: .....   | 36 |
| 1: SWOT: Les Atouts .....  | 36 |
| 2: SWOT: Les Faiblesses .....  | 37 |
| 3: SWOT: Les opportunités.....   | 38 |
| 4: SWOT: Les menaces.....  | 38 |
| Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC) .....                   | 39 |
| 1 : Besoin en RC niveau « Individu » .....   | 39 |
| 2 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation ».....                                | 40 |
| 3 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société ».....                                     | 41 |

## 1. Introduction

Dans le cadre du projet **Développement Économique Intégré du Secteur Minier (DISM II)**, une stratégie de renforcement des capacités (RC) a été élaborée afin d'orienter et de structurer les interventions visant à accroître les compétences et les performances des acteurs du secteur minier, conformément aux objectifs du projet.

Cette stratégie repose sur le modèle de développement des capacités promu par la GIZ, qui met l'accent sur un apprentissage durable et une coopération structurée entre les différents acteurs aux trois niveaux interdépendants du RC :

- **Niveau Société** : prise en compte des changements dans le domaine politique et des conditions-cadres, ainsi que des interactions et relations de coopération entre acteurs.
- **Niveau Organisation** : évolution et développement des structures et modes de fonctionnement des organisations partenaires.
- **Niveau Individuel** : renforcement des compétences et aptitudes des personnes impliquées dans la mise en œuvre des actions.

## 2. Origine et méthodologie d'élaboration

L'élaboration de cette stratégie ne s'est pas inscrite dans un processus formel de co-construction avec les partenaires, mais elle s'appuie sur un ensemble riche et représentatif d'éléments et de données collectés **lors des formations, ateliers techniques et sessions de travail** organisés par le projet DISM II en collaboration avec ses partenaires institutionnels et non institutionnels. Ces informations ont été capitalisées et consolidées à travers **plusieurs séances de travail internes**, impliquant :

- Les **conseillers techniques** de chaque *output*,
- L'**expert en suivi-évaluation** du projet,
- Des contributions issues des échanges formels et informels avec les partenaires.

Cette approche a permis de garantir que la stratégie de RC s'appuie sur des données contextuelles fiables, reflétant les besoins réels identifiés au fil de la mise en œuvre des activités du projet, tout en évitant les biais liés à un exercice trop théorique ou déconnecté des réalités opérationnelles.

### **Conformité aux critères d'évaluabilité OCDE/CAD**

Le processus d'élaboration a veillé à ce que la stratégie de RC respecte les principaux critères d'évaluabilité définis par l'OCDE/CAD :

- **Pertinence** : les axes retenus découlent directement des besoins exprimés ou observés lors des interventions du projet et tiennent compte des priorités nationales et sectorielles.
- **Cohérence** : la stratégie s'intègre dans l'architecture globale du projet et complète les autres instruments de planification et suivi.
- **Efficacité et efficience** : les choix méthodologiques privilégient des approches réalistes, réalisables et proportionnées aux ressources disponibles.

- **Impact attendu** : les objectifs visent des changements mesurables et durables aux niveaux société, organisation et individu.
- **Durabilité** : l'accent est mis sur l'appropriation par les acteurs bénéficiaires et sur le renforcement de leurs capacités d'apprentissage.
- **Mesurabilité** : la formulation des axes stratégiques et résultats attendus respecte des standards clairs, facilitant la mesure et l'évaluation ultérieure.

Ainsi, bien que l'implication des partenaires n'ait pas suivi un protocole de consultation formel, la démarche a permis d'intégrer leurs besoins et perspectives de manière structurée et fidèle, sans compromettre les critères d'évaluabilité ni la qualité stratégique du document et cela nous a permis d'avoir une stratégie de renforcement de capacités robuste.

### 3. Contenu au sujet du RC

Sur le plan du contenu, la réflexion autour du renforcement des capacités (RC) dans le cadre du projet Développement Économique Intégré du Secteur Minier (DISM II) s'appuie sur le modèle de développement des capacités élaboré par la GIZ. Ce modèle constitue un cadre de référence permettant de concevoir une stratégie adaptée aux besoins du secteur minier et aux objectifs spécifiques du projet DISM II.

Le modèle part du principe que chaque projet de coopération de la GIZ est mis en œuvre avec un ou plusieurs partenaires, dans une logique de collaboration structurée :

- Des objectifs partagés comme vision commune de l'avenir ;
- Un modèle d'impact servant d'image commune du changement attendu ;
- Une stratégie, une structure de pilotage et des processus communs assurant la cohérence de la mise en œuvre.

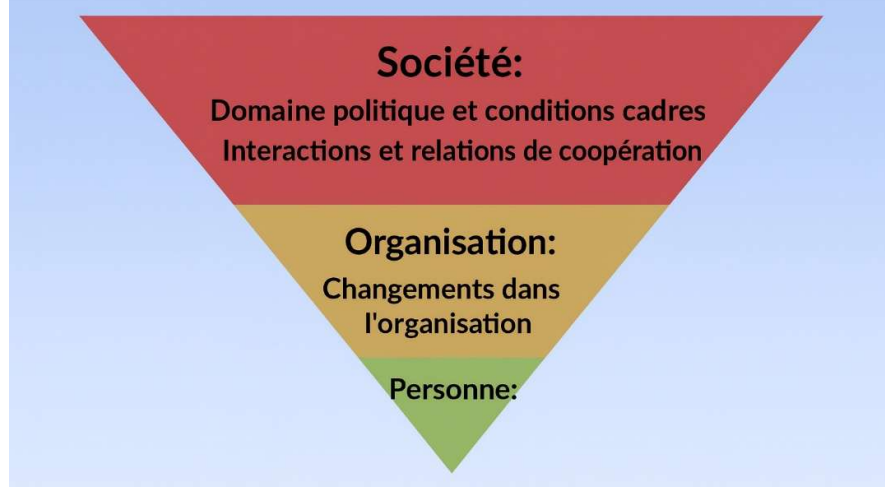
La philosophie de la GIZ en matière de RC met l'accent sur le développement des compétences d'apprentissage. Un système de coopération est considéré comme ayant « appris » lorsqu'il s'est adapté de manière efficace à de nouvelles exigences. Ainsi, la gestion de la coopération gagne en efficacité lorsqu'elle favorise l'apprentissage à tous les niveaux du RC.

Dans le cadre du DISM II, l'apprentissage durable est envisagé selon trois niveaux interdépendants :

- **Niveau Société** : changements dans le domaine politique et les conditions-cadres, ainsi que renforcement des interactions et relations de coopération entre acteurs du secteur minier et au-delà.
- **Niveau Organisation** : évolutions structurelles et fonctionnelles au sein des organisations partenaires, visant une meilleure performance institutionnelle.
- **Niveau Individu** : développement et consolidation des compétences techniques et opérationnelles des personnes impliquées dans la mise en œuvre des activités.

Cette approche, bien qu'inspirée du modèle standard de la GIZ, a été adaptée au contexte spécifique du secteur minier congolais et aux priorités stratégiques du DISM II, afin d'assurer une pertinence maximale et une cohérence avec les réalités du terrain.

## Les niveaux du renforcement des capacités



Les organisations partenaires sont encouragées à contribuer activement à la réalisation des objectifs communs en améliorant en permanence la qualité de leurs interventions aux trois niveaux du renforcement des capacités : **société**, **organisation** et **individu**. Les changements envisagés doivent systématiquement tenir compte du contexte spécifique du secteur minier dans les provinces d'intervention du projet.

Une stratégie de RC efficace ne se limite pas à impulser des actions séparées à chaque niveau, mais vise à relier ces niveaux dans un ensemble cohérent et complémentaire. En effet, négliger un niveau peut entraîner des déséquilibres et limiter l'impact global, tandis qu'une impulsion bien ciblée à un niveau peut générer des effets positifs sur les autres.

L'objectif du RC dans DISM II est de **co-construire le changement** avec les parties prenantes et de promouvoir une action efficace en faveur d'un développement durable du secteur minier et de ses zones d'influence. Ce processus doit être porté par les acteurs impliqués, qui doivent s'approprier de la démarche, s'identifier pleinement aux objectifs du projet et s'engager concrètement pour la réalisation des changements attendus. L'énergie motrice du changement doit ainsi provenir principalement des bénéficiaires et partenaires eux-mêmes.

Étant donné qu'en mai 2025, le projet a obtenu l'autorisation du BMZ pour sa prolongation et sa reconfiguration — en lieu et place d'une nouvelle phase — certaines composantes ont été modifiées tandis que d'autres sont restées inchangées. Ainsi, la présente stratégie de renforcement des capacités pourrait, le cas échéant, faire l'objet d'ajustements supplémentaires afin de s'aligner sur ces évolutions. Bien que son élaboration n'ait pas fait l'objet d'un atelier formel de co-construction avec l'ensemble des partenaires, elle s'appuie sur des données et contributions recueillies lors des formations, ateliers techniques et échanges bilatéraux menés par le projet en collaboration avec eux. Dans le modèle de RC de la GIZ, cette stratégie est traduite sous la forme d'une matrice recensant les éléments essentiels à prendre en compte à chaque niveau, garantissant sa cohérence et son évaluabilité selon les critères de l'OCDE/CAD.

| Matrice de renforcement des capacités  |                               |                               |                               |   |
|--|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|
| Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée. |                               |                               |                               |   |
| Cible :  |                               |                               |                               |   |
| Durée :<br>Durée :<br>De 2022 à<br>2026  | Niveau de la personne         | Niveau de l'organisation      | Niveau de la société          |   |
|  | Développement des compétences | Développement organisationnel | Développement de coopérations | Développement de conditions cadres favorables |
| Menaces  |                               |                               |                               |   |
| Comme développés par GIZ   |                               |                               |                               |   |
| Opinion 1  |                               |                               |                               |   |
| Opinion 2  |                               |                               |                               |   |

Ces éléments ont été traités étape par étape dans cet atelier.

La stratégie RC du projet DISM II élaborée par le biais des séances de travail devra ensuite être utilisée pour garantir, pendant la mise en œuvre du projet, la réalisation de mesures de renforcement des capacités orientées vers les objectifs du projet et les besoins au niveau des partenaires.

#### 4. Présentation du modèle d'impact/des résultats - la logique sous-jacente du projet

## Développement économique Intégré du Secteur Minier (DISM II)

## #MODELE DES RESULTATS

INTERNAL



FONDS  
NATIONAL  
REDD

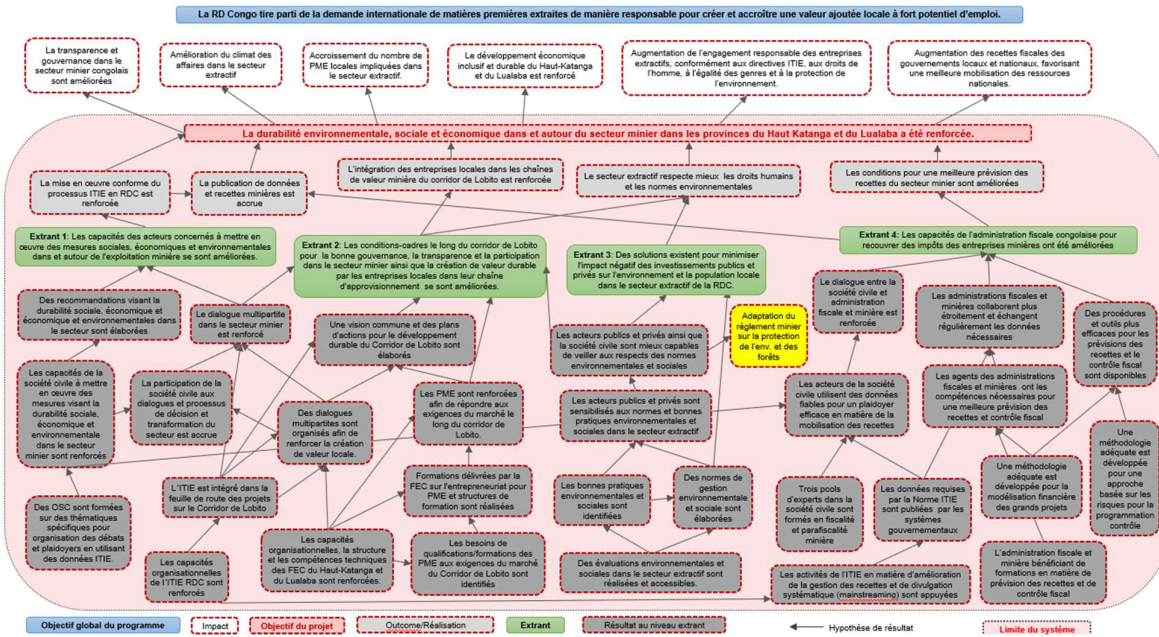
**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Pour commencer à élaborer et à compléter la matrice préparée par l'équipe DISM II, le projet s'est servi à nouveau la logique sous-jacente au projet à l'aide du modèle de résultats.

Le modèle de résultats est la représentation imagée de la logique d'impact des changements attendus et obtenus grâce au projet. Cette logique reflète les étapes essentielles qui permettent d'atteindre les objectifs du projet :

- Objectifs : sont la vision commune de l'avenir qui exprime un changement par rapport à l'existant.
- Activités : représentent le chemin qui mène au but.
- Hypothèses : expriment les relations de cause à effet qui existent entre les activités.

## 5. Modèle des résultats global du projet DISM



La stratégie de RC à élaborer est directement liée à ce modèle d'impact, car chaque mesure de RC basée sur la stratégie doit également contribuer à atteindre l'objectif du projet.

## Elaboration de SWOT

La première étape de l'élaboration de la matrice RC a consisté à analyser ensemble les atouts, les faiblesses, les opportunités et les menaces (SWOT : Strength, Weakness, Opportunity, Threat) en ce qui concerne les capacités nécessaires dans la situation actuelle du projet, et la manière dont elles se manifestent précisément aux différents niveaux - entreprise, organisation, personne.

L'équipe DISM II s'est d'abord focalisé, à l'aide d'une analyse SWOT existante pour chaque composante et les conclusions qui y étaient contenues. Ensuite, chaque composante s'est mise à travailler en groupe.



# Stratégie de renforcement des capacités – Transparence et Participation.



## Analyses SWOT:

### 1. SWOT: les atouts

| Matrice de renforcement des capacités   |  |   |   |   |
|---|--|---|---|---|
| Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.  |  |   |   |   |
| Cible : Quelles sont les capacités déjà existantes à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc.), que l'on peut qualifier d'atouts en termes de capacité, en ce qui concerne l'objectif du projet ? |  |   |   |   |
| Durée:<br>De 2022 à<br>2026   | Niveau de la personne  | Niveau de l'organisation  | Niveau de la société  |   |
|   | Développement des compétences  | Développement organisationnel   | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables   |
| <b>Atouts<br/>Comme<br/>développés par<br/>GIZ</b>  | Existence de programmes de formations internes et organisations de sessions de cadres de dialogues sur la gouvernance minière en RDC (ITIE, ECOSMA, ECORIM, IDAK, IDAKI, AMI). | Existence de dispositifs internes pour le renforcement des capacités techniques, administratives et partages d'expériences (formations administratives, procédures de gestion de subventions locales, sessions d'évaluations techniques et de partage d'expériences « leçons apprises », etc.).                                 | Existence des cadres de concertation multiacteurs (ITIE, IDAK, IDAKI, AMI, OCDE, Mining Indaba) et sessions de partages d'expériences au niveau national et international, renforçant la visibilité et la coopération entre partenaires du secteur.               | Processus de révision du Code minier congolais de 2018.<br><br>Processus de révision de la Norme ITIE 2019.<br><br>Processus de validation de la RDC à l'ITIE (janvier 2022) dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019. |
| <b>Opinion de la<br/>Société civile</b>   | Les acteurs de la société civile disposent d'une expertise approfondie en matière de la gouvernance du secteur minier, ainsi que des défis et opportunités y afférents.        | Les organisations de la société civile, partenaires de la GIZ, disposent de textes de gouvernance interne (Statuts, Règlement d'Ordre Intérieur) et sont légalement reconnues. Les organisations de la société travaillant sur les questions de ressources naturelles sont régies par un code de conduite et un code électoral. | Les acteurs de la société civile travaillent au sein de coalitions (POM, PCVQP, RRN, CNPAV) pour mener un plaidoyer et lobbying efficace afin de défendre les intérêts des communautés locales et influencer les politiques.                                      | Existence du Protocole de participation de la société civile définie dans la Norme ITIE 2019.   |
| <b>Opinion des<br/>IDAKI</b>  | Les experts de l'IDAKI possèdent une expertise avérée en matière de la gouvernance du secteur minier à l'Est du pays, ainsi que des défis et opportunités y afférents.         | L'IDAKI est géré par un Comité de Pilotage (CP) ayant un mandat clair et disposant d'une forte capacité de réunir les parties prenantes du secteur en vue d'engager des discussions pour des solutions concertées susceptibles d'impulser les réformes du secteur.  | L'IDAKI a tissé des réseaux avec d'autres plateformes actives dans le secteur minier (organisations de plénières conjointes avec l'IDAK, participation au dialogue AMI) et a développé des collaborations rapprochées avec les gouvernements provinciaux au Kivu. | Processus de révision du Code minier congolais de 2018 (aspects liés au secteur minier artisanal)<br><br>Possibilité d'intégration du secteur minier artisanal dans le processus ITIE-RDC.                                |

## 2. SWOT: les Faiblesses

| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>   |  |  |  |  |   |  |   |   |
|--|--|--|--|--|---|--|---|---|
| <b>Objectif du projet :</b> <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i>   |  |  |  |  |   |  |   |   |
| <b>Cible :</b> <i>Quelles sont des faiblesses en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc.), en ce qui concerne l'objectif du projet ? :</i> |  |  |  |  |   |  |   |   |
| Durée:<br>De 2022 à 2026   | Niveau de la personne  |  | Niveau de l'organisation   |  | Niveau de la société  |  |   |   |
|  | Développement des compétences  |  | Développement organisationnel  |  | Développement de coopérations   |  |   |   |
|  |  |  |  | Développement de conditions cadres favorables  |   |  |   |   |
| Faiblesses<br>Comme développés par GIZ   | Manque de programmes de formations techniques spécialisées sur les thématiques développées par le projet (environnement, fiscalité, gouvernance et développement économique autour du secteur minier). |  | Manque d'appui en développement organisationnel et institutionnel des structures partenaires au projet.<br>Appui technique et financier de courte durée. |  | Manque de facilitation de cadre de réseautage avec d'autres structures partenaires et PTF.<br>Manque d'appui à la communication des partenaires pour accroître la visibilité de leurs actions vis-à-vis d'autres structures partenaires et PTF. |  | Accès limité et inadéquation des programmes de formations développés par les structures étatiques de formations techniques et professionnelles (ex. INPP, ANADEC, etc.).<br>Programmes des universités et instituts d'enseignement supérieur non adaptés aux besoins de formations des acteurs du secteur minier. |   |
|  | Opinion de la<br>Société civile  | Faible expertise dans les domaines de la fiscalité minière, Méthodologies de recherches, analyse des données des rapports et présentation de la documentation technique.<br>Faible utilisation des données liées à la protection de l'environnement, la transition énergétique et les données publiées dans les contrats miniers.<br>Faible capacité en digitalisation et utilisations des données numériques. |  | Faible adaptation aux procédures administratives et financières de la GIZ.<br>Manque de prise en charge financière des ressources humaines affectées dans la mise en œuvre des projets de la société civile.<br>Les textes de gouvernance de la société civile congolaise ne sont plus adaptés aux contextes et réalités actuels du secteur. |   | Faible coopération / collaboration technique entre les ONG séniors et ONG juniors sur des questions de gouvernance minière en RDC (travail en consortium).<br>Faible réseautage, partages d'expériences et développement de synergies entre les ONG bénéficiant de l'appui technique et financier de la GIZ. |   | Forte influence politique dans la gestion du secteur minier restreignant la liberté d'expression et le réseautage de la société civile.<br>Manque de disponibilité des données pouvant favoriser le débat public par la société civile (ex. accessibilité des conventions minières signées au niveau de la Présidence). |
| Opinion des<br>IDAKI   |  | Faible capacité technique sur la mise en œuvre du processus ITIE-RDC.<br>Faible capacité en digitalisation et utilisations des données numériques.   |  | Les textes de fonctionnement de l'IDAKI (statuts, règlement intérieur) ne sont plus adaptés au contexte actuel du secteur et ceci engendre des conflits entre les membres du comité de pilotage de l'IDAKI. Faible capacité de mobilisation de fonds.<br>Faible mise en œuvre des recommandations des plénières IDAKI.                       |   | Manque de coopération avec les autres PTF du secteur minier (dépendance vis-à-vis de la GIZ).  |   | Difficulté à influencer les politiques publiques ou à participer aux réformes sectorielles.   |

|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|

### 3. SWOT: Les opportunités

**Matrice de renforcement des capacités**  
**Objectif du projet :** *La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.*

**Cible :** *Quelles sont des opportunités en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc.), en ce qui concerne l'objectif du projet ?*

| Durée :<br>De 2022 à 2026                              | Niveau de la personne   | Niveau de l'organisation   | Niveau de la société  |   |
|--|---|--|---|---|
|  | Développement des compétences   | Développement organisationnel  | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables   |
| <b>Opportunités</b><br><b>Comme développés par GIZ</b> | Expertise internationale et nationale (externe et interne à la GIZ) disponible pour assurer le renforcement des capacités des acteurs du secteur.                               | Expertise internationale et nationale (externe et interne à la GIZ) disponible pour assurer le renforcement des capacités des acteurs du secteur.                  | Fort engagement des PTF à contribuer à la bonne gouvernance du secteur minier en RDC. | Existence et mise en œuvre des initiatives internationales de transparence et de bonne gouvernance du secteur minier (ITIE, OCDE).<br><br>Existence d'un cadre légal régissant la gouvernance du secteur extractif. |
| <b>Opinion de la Société civile</b>                    | Développement d'une nouvelle dynamique de jeunes (OSC juniors et mouvements citoyens) avec un grand intérêt de se former sur les thématiques de la gouvernance minière et ITIE. | Volonté des partenaires à se faire accompagner dans les processus de restructuration de leur texte de fonctionnement interne (code de conduite et code électoral). | Appui technique, administratif et institutionnel des autres PTF.                      | Existence et mise en œuvre des initiatives internationales de transparence et de bonne gouvernance du secteur minier (ITIE, OCDE).<br><br>Existence d'un cadre légal régissant les ASBL.                            |
| <b>Opinion des IDAKI</b>                               | Possibilité de formations au cours de participation à d'autres cadres de dialogues nationaux et internationaux.   | Volonté des partenaires à se faire accompagner dans les processus de restructuration de leur texte de fonctionnement interne (statuts, règlement intérieur).       | Appui technique, administratif et institutionnel des autres PTF.                      | Existence et mise en œuvre des initiatives internationales de transparence et de bonne gouvernance du secteur minier (ITIE, OCDE).<br><br>Existence d'un cadre légal régissant les groupements d'intérêt public.    |

### 4. SWOT: Les menaces

**Matrice de renforcement des capacités**  
**Objectif du projet :** *La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.*

**Cible :** Quelles sont des menaces en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc.), en ce qui concerne l'objectif du projet ?

| Durée:<br>Durée:<br>De 2022 à<br>2026               | Niveau de la personne  | Niveau de l'organisation  | Niveau de la société   |   |
|---|--|---|--|---|
|   | Développement des compétences  | Développement organisationnel   | Développement de coopérations  | Développement de conditions cadres favorables                                     |
| <b>Menaces<br/>Comme<br/>développés par<br/>GIZ</b> | Manque de disponibilité de fonds.<br><br>Manque de planification des formations des partenaires.   | Manque de disponibilité de fonds.<br><br>Manque de planification des formations des structures partenaires.                                       | « Black-listing » d'un partenariat.  | Crises socio-économiques au niveau international.                                 |
| Opinion de la<br><b>société civile</b>              | Migration des compétences : les bénéficiaires des mesures de formation migrent pour des opportunités plus attractives dans d'autres domaines ou secteur d'activités. | Manque d'opportunités de transferts de compétences des ONG séniors aux ONG juniors dans le secteur.   | Conflit générationnel entre les OSC séniors et les OSC juniors.<br><br>Conflits d'idéologies entre les ONG du secteur. | Ingérence politique dans la société civile.                                       |
| Opinion de<br><b>l'IDAKI</b>                        | Monopolisation des opportunités de formations par les membres dirigeants du Comité de pilotage de l'IDAKI.   | Manque d'appropriation interne des parties prenantes pour le développement organisationnel de la structure.<br><br>Manque d'autonomie financière. | Manque de réseautage et de plaidoyer auprès des PTF.   | Instabilité politique et institutionnelle à l'Est du pays due aux conflits armés. |

## Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC)

### 1 : Besoin en RC niveau « Individu »

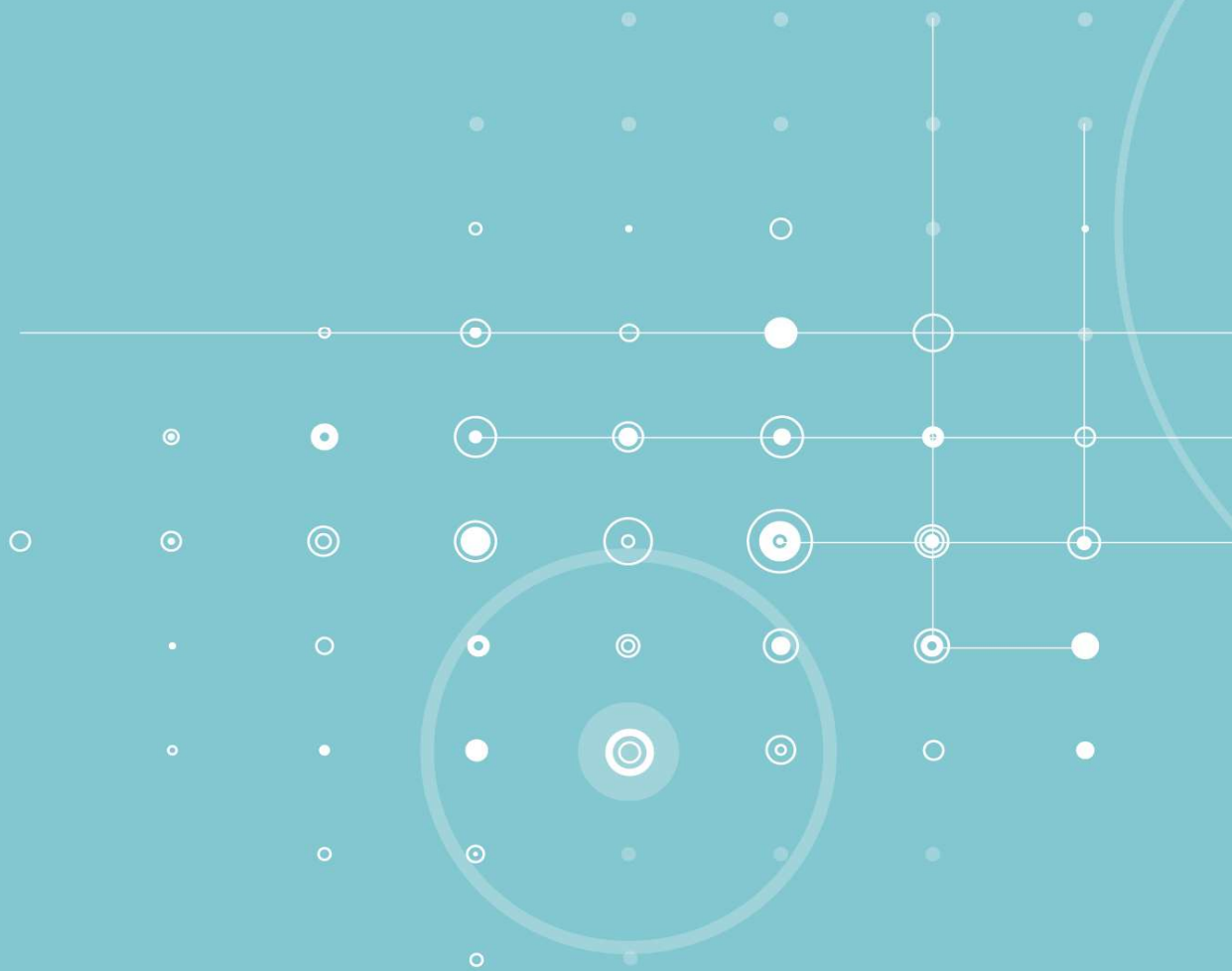
| 1. Individu   |                                      | Quels sont les BESOINS DE L'INDIVIDU en matière de renforcement des capacités pour développer les compétences aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc.) pour atteindre l'objectif du projet ?   |   |   |
|---|--------------------------------------|---|---|---|
|   |                                      | Colonne 1:<br>Capacités à renforcer   | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre  | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés  |
| Développement des compétences niveau de la personne | Proposition globale de la GIZ/Output | Compétences techniques, administratives et professionnelles.  | Formations spécialisées.  | Amélioration des compétences techniques, administratives et professionnelles.   |
|   | <b>Société Civile</b>                | Connaissances en: <ul style="list-style-type: none"> <li>• fiscalité minière et environnement;</li> <li>• Méthodologies de recherches dans le secteur minier, analyse des données des rapports et présentation de la documentation technique ;</li> <li>• Normes et procédures administratives de la GIZ (Gestion des SL).</li> </ul> | Formations en fiscalité minière, environnement.<br><br>Formations méthodologies de recherches, analyse des données des rapports et présentation de la documentation technique.<br><br>Formations sur les normes et procédures administratives de la GIZ (Gestion des SL). | Accroissement de l'expertise, du savoir-faire et de la contribution de la société civile pour la bonne gouvernance du secteur minier. |
|   | <b>IDAKI</b>                         | Connaissance sur la transparence et mise en œuvre du processus ITIE.  | Participation aux fora nationaux et internationaux sur la bonne gouvernance du secteur minier (IDAK, AMI, OCDE, Mining Week, etc.).   | Augmentation de l'expertise technique sur les thématiques de la transparence et ITIE.   |

## 2. Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation »

| Table 2 : Organisation        |                                      | Quels sont les BESOINS DE L'ORGANISATION en matière de renforcement des capacités aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |   |   |
|-------------------------------|--------------------------------------|--|---|---|
|                               |                                      | Colonne 1:<br>Capacités à renforcer  | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre  | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés  |
| Développement organisationnel | Proposition globale de la GIZ/Output | Capacités organisationnelles et institutionnelles.   | Coaching et appui en développement organisationnel des structures partenaires.  | Structuration des plateformes de dialogues et organisations de la société civile adaptée au développement et défis actuels du secteur minier.   |
|                               | <b>Société civile</b>                | Participation de la société civile congolaise dans la mise en œuvre du processus ITIE-RDC.   | Analyse du plan de travail et des données des rapports ITIE-RDC.  | Accroissement des contributions de la société civile dans la mise en œuvre du processus ITIE-RDC.   |
|                               | <b>IDAKI</b>                         | Structuration organisationnelle de l'IDAKI.  | Révision des textes de fonctionnement de l'IDAKI (statuts et règlement intérieur).<br><br>Accompagnement du processus électoral pour la désignation des nouveaux membres du CP IDAKI. | Adaptation des textes de fonctionnement de l'IDAKI au contexte et défis du secteur.<br><br>Mise en place d'un nouveau comité de pilotage IDAKI. |

### 3. Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société »

| 3: Société                                     |                                       | Quels sont les BESOINS en matière de renforcement des capacités POUR DEVELOPPER DE COOPERATIONS ET CONDITIONS CADRES FAVORABLES aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc.) pour atteindre l'objectif du projet ? |   |   |
|--|---------------------------------------|---|---|---|
|  |                                       | Colonne 1: Capacités à renforcer  | Colonne 2 : Mesures à mettre en œuvre   | Colonne 3: Résultats escomptés  |
| Développement des coopérations                 | Proposition globale de la GIZ/Output  | Communication et visibilité des actions des partenaires.  | Elaboration d'une brochure d'informations sur les projets mis en œuvre dans le cadre de l'ISC (brochure ISC).<br><br>Publication des articles dans le bulletin d'informations du projet (DISM Actu).<br>Publication des tweets sur le compte Twitter de la GIZ-RDC. | Accroissement de la visibilité des actions des partenaires du projet dans le secteur minier.            |
| Développement des conditions cadres favorables |                                       | Développement de programmes de formations adaptés aux besoins des partenaires.  | Implémentation d'une école de formation sur la fiscalité minière en RDC.  | Accroissement des compétences techniques et professionnelles sur la thématique de la fiscalité minière. |
| Développement des coopérations                 | Partenaire 1<br><b>Société civile</b> | Collaboration technique entre les OSC seniors et OSC juniors.   | Atelier de réseautage et partage d'expérience entre les OSC seniors et OSC juniors du secteur minier.   | Création des synergies et transfert de compétences entre les OSC seniors et OSC juniors.                |
| Développement des conditions cadres favorables |                                       | Manque de disponibilité des données pouvant favoriser le débat public par la société civile (ex. accessibilité des conventions signées au niveau de la présidence).   | Diffusion des conclusions et des recommandations du rapport thématique de l'ITIE-RDC et de l'IGF sur le contrat avec la SICOMINES pour analyse et débat-public par la société civile.   | Accessibilité et disponibilité des informations clefs du secteur minier.                                |
| Développement des coopérations                 | Partenaire 2<br><b>IDAKI</b>          | Collaboration avec les autres PTF du secteur minier.  | Appui des missions de plaidoyers du CP IDAKI pour mobilisation des PTF.<br>Organisation de plénières autour de thématiques pouvant intéresser d'autres PTF (ex. exploitation minière, biodiversité et changement climatique).                                       | Accroissement de l'autonomisation et mobilisation d'autres ressources en faveur de l'IDAKI.             |
| Développement des conditions cadres favorables |                                       | Influence sur les politiques publiques et réformes sectorielles.  | Intégration des recommandations des plénières IDAKI dans les plans stratégiques de services étatiques. (CTCPM, SAEMAPE, DPEM, etc.).  | Contribution accrue dans les processus de réformes sectorielles.  |



# Stratégie de renforcement des capacités – Secteur Minier Artisanal.



## Analyses SWOT:

### 1. SWOT: Les Atouts

| Matrice de renforcement des capacités  |   |   |   |  |
|--|---|---|---|--|
| Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.   |   |   |   |  |
| Cible : Quelles sont les capacités déjà existantes à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), que l'on peut qualifier d'atouts en termes de capacité, en ce qui concerne l'objectif du projet ? |   |   |   |  |
| Durée:<br>De 2022 à 2026   | Niveau de la personne   | Niveau de l'organisation  | Niveau de la société  |  |
|  | Développement des compétences   | Développement organisationnel   | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables  |
| <b>Atouts</b><br>Comme développés par GIZ  | Flexibilité et disponibilité des certaines parties prenantes                  | Antériorité institutionnelle reconnue   | Légitimité des institutions partenaires   | Bonne connaissance des réalités locales, des parties prenantes et des enjeux de gouvernance. |
| Opinion du SAEMAPE   | Disponibilité du personnel technique en vue de la mise en œuvre des activités | Institution clé pour la gestion du secteur minier artisanal et la création d'une classe moyenne | Participation aux sessions de travail élargie de la Commission Interministérielle chargée du Suivi de la question du Travail des Enfants dans les Mines Artisanales (CISTEMA) | Développement du système de traçabilité ITB (initiative de traçabilité de base)              |
| Opinion des Communautés minières   | Forte motivation à l'amélioration des conditions des vies                     | Volonté de plus en plus croissante d'adopter les outils de gestion simples                      | Existence de structures sociales traditionnelles (chefferies, comités des sages/notables, etc.) qui facilitent la collaboration.  | Fort pouvoir de regroupement en cas de besoin  |

### 2. SWOT: Les Faiblesses

| Matrice de renforcement des capacités  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
| Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée. |  |  |  |  |

| <b>Cible : Quelles sont des faiblesses en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</b> |   |  |   |   |
|--|---|--|---|---|
| <b>Durée:<br/>De 2022 à<br/>2026</b>   | <b>Niveau de la personne</b>  | <b>Niveau de l'organisation</b>                                      | <b>Niveau de la société</b>   |   |
|  | <b>Développement des compétences</b>  | <b>Développement organisationnel</b>                                 | <b>Développement de coopérations</b>  | <b>Développement de conditions cadres favorables</b>  |
| <b>Faiblesses<br/>Comme développés par<br/>GIZ</b>   | Faible niveau de compétences techniques des agents des institutions partenaires | Forte influence politique dans l'administration des services publics | Faible niveau d'appropriation des initiatives d'amélioration du secteur                           | Faible niveau de coordination entre les services techniques du ministère des Mines  |
| <b>Opinion du<br/>SAEMAPE</b>  | Personnel technique peu qualifié  |  | Priorités quelques fois différentes pour adresser les multiples et complexes problèmes du secteur | Manque d'expertise technique adéquate pour mieux développer les conditions cadres favorables à la bonne gouvernance du secteur minier artisanal |
| <b>Opinion des<br/>Communautés<br/>minières</b>  | Dépendance aux activités minières artisanales                                   | Manque de compétences en gouvernance, gestion et planification       | Faible culture de la collaboration intercommunautaire (conflits internes)                         | Prédominance des acteurs informels au sein des communautés  |

### 3. SWOT: Les opportunités

#### Matrice de renforcement des capacités

**Objectif du projet :** La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.

**Cible :** Quelles sont des opportunités en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), en ce qui concerne l'objectif du projet ?

| <b>Durée :</b> | <b>Niveau de la personne</b> | <b>Niveau de l'organisation</b> | <b>Niveau de la société</b> |
|----------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|
|----------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|

| De 2022 à 2026                               | Développement des compétences  | Développement organisationnel   | Développement de coopérations  | Développement de conditions cadres favorables   |
|--|--|---|--|---|
| <b>Opportunités Comme développés par GIZ</b> | Expertise internationale disponible pour assurer le renforcement des capacités des acteurs du secteur  | Mécanismes de réseautage et de partage d'expériences existants  | Fort engagement des PTF à contribuer à la bonne gouvernance du secteur minier  | Existence et mise en œuvre des initiatives internationales de transparence, traçabilité et de bonne gouvernance du secteur des mines  |
| Opinion du SAEMAPE                           | Les programmes de formation de renforcement des capacités proposés par les PTF sont des opportunités de développement des compétences des agents | L'engagement des PTF à appuyer les services techniques des mines est une opportunité de développement organisationnel | Bonnes relations intergouvernementales entre la République Fédérale d'Allemagne et la République démocratique du Congo | Appuis politiques et partenariats techniques  |
| Opinion des Communautés minières             | Opportunités pour l'emploi direct ou indirect dans la chaîne de valeur   | Soutien des partenaires techniques et financiers à des projets communautaires   | Accès des communautés locales aux programmes de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)                         | Existence des initiatives multipartites (ex. : Better Mining, ITSCI, etc.) qui apportent des outils, des standards et du financement. |

#### 4. SWOT: Les menaces

|   |                               |                               |                               |   |
|---|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|
| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>  |                               |                               |                               |   |
| Objectif du projet : <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i>   |                               |                               |                               |   |
| Cible : <i>Quelles sont des menaces en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</i> |                               |                               |                               |   |
| Durée:<br>De 2022 à 2026  | Niveau de la personne         | Niveau de l'organisation      |                               | Niveau de la société                          |
|   | Développement des compétences | Développement organisationnel | Développement de coopérations | Développement de conditions cadres favorables |

|   |  |   |  |  |
|---|--|---|--|--|
| <b>Menaces<br/>Comme développés par GIZ</b> | Instabilité sociale des groupes cibles   | Résistance des organisations locales aux changements (formalisation, conformité aux normes) | L'instabilité politique et institutionnelle  | Corruption au sein des services publics  |
| Opinion du <b>SAEMAPE</b>                   | Mobilité professionnelle des quelques agents qualifiés                               | Capacités limitées du service   | Manque de coordination et duplication des interventions des partenaires techniques et financiers | Ingérence politique dans les processus d'agrément et de régulation.  |
| Opinion des <b>Communautés minières</b>     | Priorité donnée à la survie immédiate plutôt qu'à l'investissement dans la formation | Absence d'outils de gestion modernes et de structuration                                    | Manque de ressources locales pour assurer la continuité des initiatives                          | Centralisation excessive des décisions : manque d'inclusion des communautés dans les processus de décision |

## Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC)

### 1 : Besoin en RC niveau « Individu »

| Table 1 : Individu |                                      | Quels sont les BESOINS DE L'INDIVIDU en matière de renforcement des capacités pour développer les compétences aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |   |   |
|--------------------|--------------------------------------|--|---|---|
|                    |                                      | Colonne 1 :<br>Capacités à renforcer   | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre  | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés                |
| Développement des  | Proposition globale de la GIZ/Output | Compétences techniques en gestion minière et gouvernance   | Organiser des formations spécialisées (suivi environnemental, normes internationales) | Agents dotés de compétences techniques renforcées |

|   |   |  |  |   |
|---|---|--|--|---|
| compétences<br>niveau de la<br>personne |   |  | OCDE)<br>Formation en traçabilité et due diligence   | Réduction des erreurs<br>techniques et des pratiques non<br>conformes   |
|   | Partenaire 1<br>SAEMAPE                 | Renforcement des capacités en<br>monitoring environnemental et social                  | Développer des modules de formation sur les<br>normes environnementales et sociales<br>Coaching et mentorat par des experts<br>sectoriels  | Personnel qualifié et capable<br>d'assurer le suivi du secteur<br>artisanal   |
|   | Partenaire 2<br>Communautés<br>minières | Valorisation des activités génératrices<br>des revenus (AGR) alternatives aux<br>mines | Réaliser une étude participative pour identifier<br>les AGR à fort potentiel, développer des<br>formations techniques spécifiques et<br>promouvoir des chaînes de valeur locales | Augmentation des revenus hors<br>exploitation minière, réduction<br>progressive de la dépendance<br>économique au secteur minier<br>artisanal |

## 2 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation »

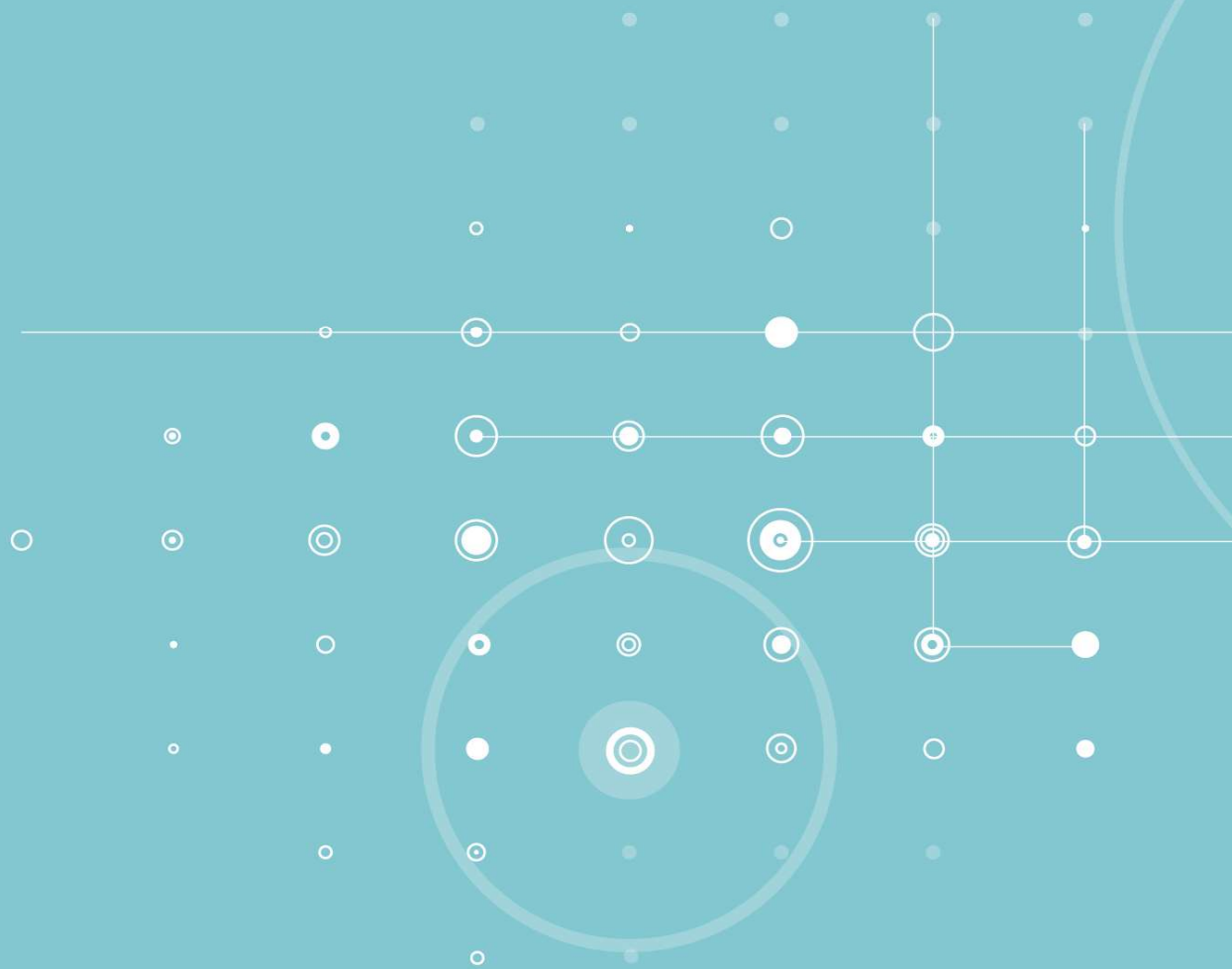
| Table 2: Organisation            |   | Quels sont les BESOINS DE L'ORGANISATION en matière de renforcement des capacités aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |  |   |
|----------------------------------|---|--|--|---|
|                                  |   | Colonne 1:<br>Capacités à renforcer  | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre   | Colonne 3:<br>Résultats escomptés   |
| Développement<br>organisationnel | Proposition globale<br>de la GIZ/Output | Approvisionnement responsable dans le<br>secteur artisanal du cobalt en RDC  | Formation sur les systèmes de traçabilité<br>(CTC, OECD) et mise en place d'outils<br>digitaux de suivi                        | Accès aux marchés responsables,<br>réduction des risques liés au<br>commerce illicite et renforcement<br>de la crédibilité des coopératives |
|                                  | Partenaire 1<br><b>SAEMAPE</b>          | Gouvernance et gestion des coopératives<br>(réduction de l'influence politique dans la<br>gestion)   | Elaboration d'un manuel de gouvernance<br>interne avec mécanismes anti-corruption<br>Mise en place de procédures transparentes | Renforcement de l'indépendance<br>institutionnelle<br>Amélioration de la crédibilité et de  |

|  |   |   |   |  |
|--|---|---|---|--|
|  |   |   | pour les nominations et décisions.<br>Renforcement des capacités sur la gestion des conflits d'intérêts   | la confiance des acteurs.  |
|  | Partenaire 2<br><b>Communautés minières</b> | Capacité à négocier et dialoguer avec les parties prenantes | Organisation des ateliers de formation en techniques de négociation et participation des communautés dans des plateformes de dialogue multi-acteurs | Communautés capables de négocier des accords équilibrés avec les entreprises et autorités.<br>- Réduction des tensions sociales. |

### 3 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société »

| Table 3 : Société                              |                                      | Quels sont les BESOINS en matière de renforcement des capacités POUR DEVELOPPER DE COOPERATIONS ET CONDITIONS CADRES FAVORABLES aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |   |   |
|--|--------------------------------------|--|---|---|
|  |                                      | Colonne 1 :<br>Capacités à renforcer   | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre  | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés  |
| Développement des coopérations                 | Proposition globale de la GIZ/Output | Capacité à créer des alliances stratégiques  | Identifier des partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur des mines, formations sur les projets multi-acteurs   | Multiplication des projets collaboratifs, renforcement des synergies locales et augmentation du niveau d'appropriation des initiatives de développement |
| Développement des conditions cadres favorables |                                      | Dialogue multi-acteurs et concertation politique   | Appuyer le fonctionnement des plateformes de dialogue sectoriels incluant les services techniques des mines, les entreprises et les PTF.<br>- Organisation d'ateliers participatifs pour élaborer des recommandations politiques. | Politiques minières plus inclusives, collaboration accrue entre service technique et meilleure gouvernance sectorielle.                                 |
| Développement des                              | Partenaire 1                         | Partage d'informations et  | Créer des plateformes de communication  | Amélioration de la confiance entre service  |

|  |                                      |  |   |  |
|--|--------------------------------------|--|---|--|
| coopérations                                   | SAEMAPE                              | transparence                                     | digitale, partage des données de production et formation sur la transparence et redevabilité  | technique du Ministère, réduction des suspicions de corruption et harmonisation des priorités  |
| Développement des conditions cadres favorables |                                      | Compréhension et appropriation des cadres légaux | Formation des acteurs des mines sur les cadres légaux de la RD Congo et sensibilisation aux droits et devoirs des parties prenantes.                          | Développement des conditions cadres favorables, meilleure conformité réglementaire et diminution des conflits liés à la méconnaissance des lois                  |
| Développement des coopérations                 | Partenaire 2<br>Communautés minières | Dialogue multi-acteurs et négociation            | Formation des représentants communautaires en négociation et plaidoyer.<br>Sensibilisation des autorités locales sur l'importance des partenariats inclusifs. | Coopérations renforcées entre entreprises, État et communautés.<br>Réduction des tensions sociales et conflits.<br>Accords gagnant-gagnant pour la cohabitation. |
| Développement des conditions cadres favorables |                                      | Gouvernance inclusive dans le secteur minier     | Formation des leaders communautaires en gouvernance participative et intégration des communautés dans les consultations préalables.                           | Implication effective des communautés dans la gouvernance du secteur et renforcement de la redevabilité des entreprises et autorités politico-administratives.   |



# Stratégie de renforcement des capacités – Formation professionnel & Entrepreneuriat Local.



## Analyses SWOT:

### 1: SWOT: Les Atouts

| Matrice de renforcement des capacités   |  |   |   |  |
|---|--|---|---|--|
| Objectif du projet : <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i>   |  |   |   |  |
| Cible : <i>Quelles sont les capacités déjà existantes à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), que l'on peut qualifier d'atouts en termes de capacité, en ce qui concerne l'objectif du projet ?</i> |  |   |   |  |
| Durée :<br>De 2022 à<br>2026  | Niveau de la personne  | Niveau de l'organisation  | Niveau de la société  |  |
|   | Développement des compétences                                  | Développement organisationnel   | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables  |
| <b>Atouts</b><br>Comme développés par GIZ   | Bonne compréhension des dynamiques et enjeux du secteur minier | Existence d'outils approuvés pour le renforcement organisationnel (plans stratégiques, systèmes de gouvernance, etc.) | Existence des cadres de concertation multi-acteurs et entretien des bonnes relations de partenariat | Existence de quelques stratégies nationales pouvant être renforcées                  |
| Opinion de la FEC   | Bonne connaissance des acteurs du secteur des mines            | Principale organisation patronale de la RD Congo  | Expérience avérée en lobbying et défense des intérêts de ses membres                                | Présence de la FEC comme interface structurée avec l'État pour défendre les réformes |
| Opinion des PME   | Volonté croissante d'acquérir des nouvelles compétences        | Intérêt croissant des PME à se formaliser et à adopter les meilleurs pratiques  | Existence de cadres de concertation sectoriels  | Mise en œuvre progressive de la loi sur la sous-traitance dans le secteur privé      |

### 2: SWOT: Les Faiblesses

| Matrice de renforcement des capacités   |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|
| Objectif du projet : <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i> |  |  |  |  |

| <b>Cible : Quelles sont des faiblesses en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</b> |  |  |   |  |
|--|--|--|---|--|
| <b>Durée :<br/>De 2022 à 2026</b>  | <b>Niveau de la personne</b>   | <b>Niveau de l'organisation</b>  | <b>Niveau de la société</b>   |  |
|  | <b>Développement des compétences</b>   | <b>Développement organisationnel</b>   | <b>Développement de coopérations</b>                                    | <b>Développement de conditions cadres favorables</b>   |
| <b>Faiblesses<br/>Comme développés par<br/>GIZ</b>   | Faibles capacités techniques des agents des institutions partenaires                                   | Faible niveau de mise en œuvre des initiatives propres aux institutions partenaires sans appui des PTF | Faible niveau d'appropriation des initiatives d'amélioration du secteur | Manque de coordination entre les services techniques du Ministère des mines dans la mise en œuvre des outils de gestion du secteur |
| <b>Opinion se la<br/>FEC</b>   | Insuffisance d'initiatives individuelles en matière de formation professionnelle et de spécialisation. | Faible coordination entre le niveau national et provincial   | Limite budgétaire et temporelle des projets d'appui au développement    | Forte influence politique dans la gestion du secteur minier  |
| <b>Opinion des<br/>PME</b>   | Faible qualification technique dans les domaines spécialisés   | Faible capacité d'innovation et d'adaptation face aux exigences du marché                              | Manque de réseautage structuré entre les PME et les grandes entreprises | Difficulté à influencer les politiques publiques ou à participer aux réformes sectorielles   |

### 3: SWOT: Les opportunités

| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>   |                              |                                 |                             |  |
|--|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|--|
| <b>Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</b>  |                              |                                 |                             |  |
| <b>Cible : Quelles sont des opportunités en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</b> |                              |                                 |                             |  |
| <b>Durée :</b>   | <b>Niveau de la personne</b> | <b>Niveau de l'organisation</b> | <b>Niveau de la société</b> |  |

| De 2022 à 2026   | Développement des compétences   | Développement organisationnel                                       | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables   |
|--|---|---|---|---|
| <b>Opportunités<br/>Comme<br/>développés par<br/>GIZ</b> | Expertise internationale disponible pour assurer le renforcement des capacités des acteurs du secteur                           | Mécanismes de réseautage et de partage d'expériences existants      | Fort engagement des PTF à contribuer à la bonne gouvernance du secteur minier | Existence et mise en œuvre des initiatives internationales de transparence, traçabilité et de bonne gouvernance du secteur minier |
| Opinion de la <b>FEC</b>                                 | Large éventail des formations online + possibilité de réaliser des stages d'immersion au sein des entreprises membres de la FEC | Partage d'expériences entre la FEC et d'autres chambres de commerce | Appui institutionnel et conseil technique des PTF                             | Fort dynamisme régional et internationale d'amélioration du climat des affaires   |
| Opinion des <b>PME</b>                                   | Accès à des programmes de formation financés par des PTF  | Digitalisation des services   |   | Initiatives de renforcement des cadres juridiques   |

#### 4: SWOT: Les menaces

| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>   |                                  |                                  |                                  |  |
|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--|
| <b>Objectif du projet :</b> <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i>   |                                  |                                  |                                  |  |
| <b>Cible :</b> <i>Quelles sont des menaces en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</i> |                                  |                                  |                                  |  |
| Durée:   | Niveau de la personne            | Niveau de l'organisation         | Niveau de la société             |  |
| Durée:<br>De 2022 à<br>2026  | Développement des<br>compétences | Développement<br>organisationnel | Développement de<br>coopérations | Développement de conditions<br>cadres favorables |
|  |                                  |                                  |                                  |  |

|   |  |  |   |   |
|---|--|--|---|---|
| <b>Menaces</b><br><b>Comme développés par GIZ</b> | Migration des compétences : les bénéficiaires des mesures de formation migrent pour des opportunités plus attractives. | Crises sociales et conflits internationaux             | Faible niveau de transparence                                 | Corruption et pratiques informelles affectant le développement des conditions cadres favorables |
| Opinion de la <b>FEC</b>                          |  | Résistance des entreprises au paiement des cotisations | Pressions politiques et interférences étatiques               | Instabilité réglementaire et fiscal   |
| Opinion des <b>PME</b>                            | Faible niveau d'éducation numérique dans un monde de plus en plus digital  | Faible structuration interne des PME                   | Compétition non régulée entre acteurs locaux pour les marchés | Faible application des textes existants   |

## Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC)

### 1 : Besoin en RC niveau « Individu »

| 1: Individu |                     | Quels sont les <b>BESOINS DE L'INDIVIDU</b> en matière de renforcement des capacités pour développer les compétences aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |   |  |
|-------------|---------------------|---|---|--|
|             |                     | Colonne 1:<br>Capacités à renforcer   | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre  | Colonne 3:<br>Résultats escomptés                      |
|             | Proposition globale | Compétences techniques et professionnelles  | Formations spécialisées (gestion, accès aux marchés internationaux, RSE, etc.) et | Amélioration des compétences techniques, employabilité |

|   |                     |  |   |   |
|---|---------------------|--|---|---|
| Développement des compétences niveau de la personne | de la GIZ/Output    |  | organisation des ateliers pratiques et certifications.  | renforcée et réduction des pratiques illégales  |
|   | Partenaire 1<br>FEC | Culture de spécialisation et d'innovation    | Organisation de programmes de formation continue, mise en place d'un catalogue de formations certifiantes et création d'un portail digital de formation (e-learning).               | Augmentation du nombre d'experts spécialisés et adoption de nouvelles pratiques innovantes. |
|   | Partenaire 2<br>PME | Compétences entrepreneuriales et auto-emploi | Développement des modules de formation en gestion d'entreprise, marketing et plan d'affaires. Coaching pour les jeunes et femmes et appui à la formalisation des micro-entreprises. | Augmentation des initiatives entrepreneuriales  |

## 2 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation »

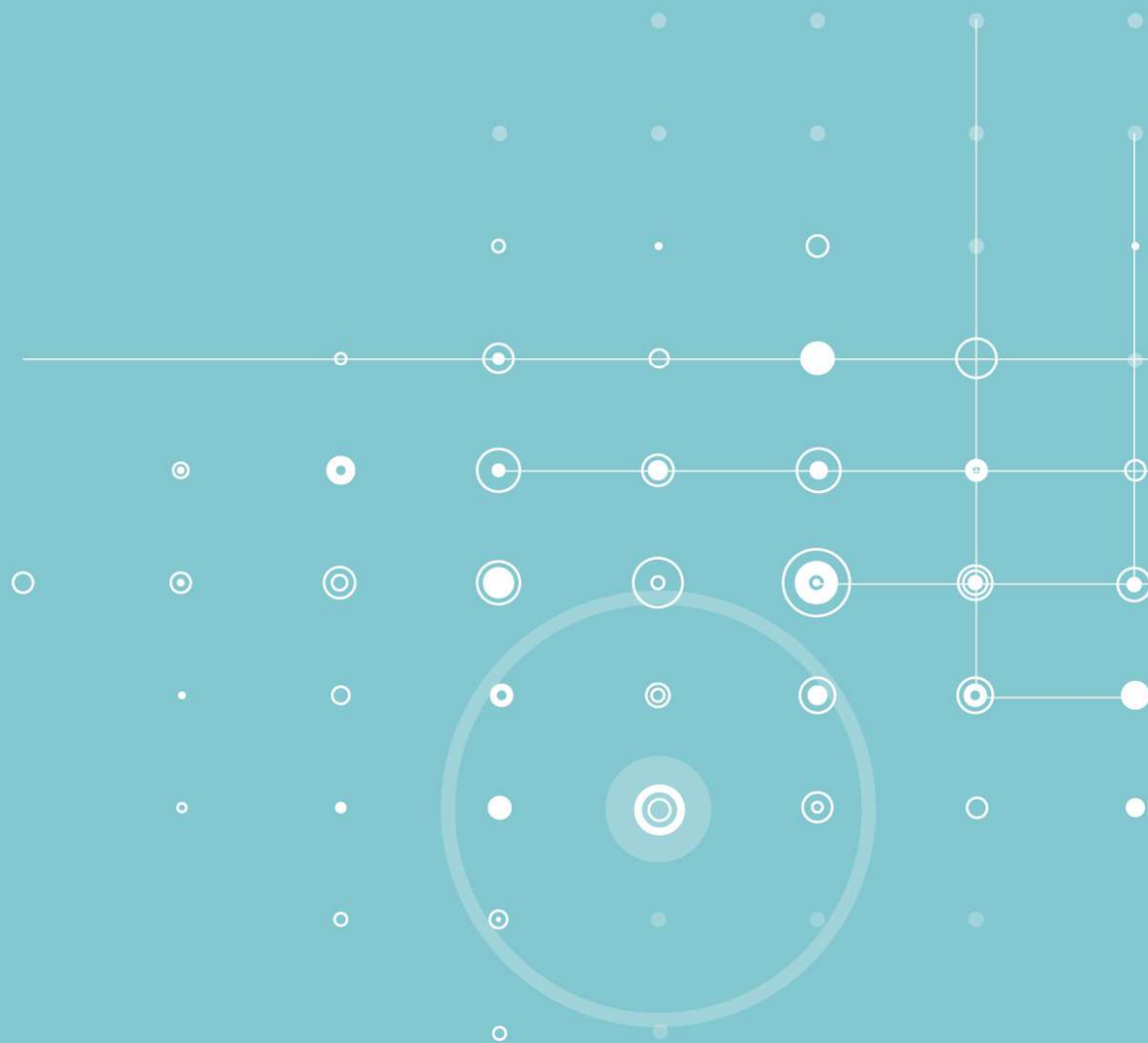
|                               |                                      |   |   |   |
|-------------------------------|--------------------------------------|---|---|---|
| <b>2: Organisation</b>        |                                      | <b>Quels sont les BESOINS DE L'ORGANISATION en matière de renforcement des capacités aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ?</b> |   |   |
|                               |                                      | <b>Colonne 1 :<br/>Capacités à renforcer</b>  | <b>Colonne 2 :<br/>Mesures à mettre en œuvre</b>  | <b>Colonne 3 :<br/>Résultats escomptés</b>  |
| Développement organisationnel | Proposition globale de la GIZ/Output | Planification et mise en œuvre autonome des initiatives institutionnelles   | Formations ciblées en gestion de projet et mobilisation de ressources. Appui à la création d'unités projets au sein des institutions. Coaching pour l'intégration des approches participatives. | Institutions capables de concevoir et piloter des projets sans dépendre exclusivement des PTF. Augmentation des projets initiés et financés localement. |

|  |     |   |  |   |
|--|-----|---|--|---|
|  | FEC | Coordination et gouvernance inter-niveaux (niveau national et provincial) | Création d'un comité mixte FEC-national/provincial pour aligner les priorités. Mise en place d'outils de communication digitale (plateformes). Sessions trimestrielles de concertation multi-acteurs | Harmonisation des actions nationales et provinciales. Réduction des doublons et conflits de compétence. Décisions plus rapides et cohérentes. |
|  | PME | Innovation et adaptation au marché  | Formations en management stratégique et innovation<br>Coaching des PME sur la transformation digitale et marketing   | PME plus compétitives et résilientes  |

### 3 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société »

| 3: Société                     |                                      | Quels sont les BESOINS en matière de renforcement des capacités POUR DEVELOPPER DE COOPERATIONS ET CONDITIONS CADRES FAVORABLES aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |  |   |
|--------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|
|                                |                                      | Colonne 1:<br>Capacités à renforcer  | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre   | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés  |
| Développement des coopérations | Proposition globale de la GIZ/Output | Appropriation des initiatives sectorielles par les parties prenantes   | Campagnes de sensibilisation et vulgarisation<br>Organisation des ateliers participatifs avec les communautés minières, entreprises et autorités, PME. | Adhésion accrue des parties prenantes aux réformes et outils et renforcement de la légitimité des politiques minières |

|  |                     |   |   |   |
|--|---------------------|---|---|---|
| Développement des conditions cadres favorables |                     | Coordination entre services techniques du Ministère des mines   | Mise en place d'un cadre national et provincial de concertation et développement d'un protocole interservices pour harmoniser les outils de gestion minière.  | Amélioration de la cohérence des politiques et des outils<br>Réduction des doublons et conflits institutionnels.  |
| Développement des coopérations                 | Partenaire 1<br>FEC | Mobilisation et gestion des ressources partenariales            | Renforcement des capacités en montage de projets bancables et développement de partenariats public-privé (PPP)  | Accroissement des financements pour les projets structurants, meilleure durabilité des initiatives et renforcement de la crédibilité de la FEC auprès des PTF |
| Développement des conditions cadres favorables |                     | Capacité d'influence et de plaidoyer pour un cadre légal stable | Formations FEC en techniques de plaidoyer et lobbying éthique et création d'un index annuel de la transparence et gouvernance dans le secteur.  | Réduction de l'ingérence politique et mise en place de politiques sectorielles stables et prévisibles   |
| Développement des coopérations                 | Partenaire 2<br>PME | Structuration du réseautage                                     | Mise en place de cadres de concertation formalisés (FEC, PME, entreprises industrielles).<br>Organisation des B2B meetings.<br>Déploiement d'une plateforme digitale de mise en relation PME – entreprises minières<br>Formation au partenariat gagnant-gagnant pour les PME. | Partenariats stratégiques durables.<br>Intégration des PME dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises industrielles.                                |
| Développement des conditions cadres favorables |                     | Influence sur les politiques publiques                          | Formation des représentants FEC/PME sur le plaidoyer et la gouvernance participative.   | Participation accrue des PME dans les réformes sectorielles<br>Renforcement du climat des affaires.   |



## Stratégie de renforcement des capacités – Mobilisation des Recettes.



## Analyses SWOT:

### 1: SWOT: Les Atouts

| Matrice de renforcement des capacités  |   |  |   |   |
|--|---|--|---|---|
| Objectif du projet : <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i>  |   |  |   |   |
| Cible : <i>Quelles sont les capacités déjà existantes à différents niveaux de partenaires (p.ex. Régies Financières, services techniques des mines, finances, plan, Budget, ITIE ...), que l'on peut qualifier d'atouts en termes de capacité, en ce qui concerne l'objectif du projet ?</i> |   |  |   |   |
| Durée:<br>De 2022 à<br>2026  | Niveau de la personne                                     | Niveau de l'organisation                           | Niveau de la société  |   |
|  | Développement des compétences                             | Développement organisationnel                      | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables   |
| <b>Atouts</b><br><b>Comme développés par GIZ</b>   | Bon niveau d'expérience dans le secteur minier industriel | Maturité institutionnelle dans l'industrie minière | Collaboration harmonieuse avec le COREF qui préside le comité de pilotage             | Programme FEC du FMI et le programme national de réforme des finances publiques               |
| Regies financières, services techniques, COREF   | Bonne compétence de base dans le secteur minier           | Système de base fonctionnel                        | Participation aux Groupes inter-bailleurs des finances publiques et du secteur minier | Le gouvernement met en œuvre la norme ITIE qui promeut la transparence de l'industrie minière |
| Regies financières, services techniques, COREF   | Fort engagement personnel pour l'intérêt de l'institution | Institution-clé pour le gouvernement congolais     | Cadre de discussion avec les institutions/acteurs clés impliquées dans les réformes   | Poursuite des réformes institutionnelles  |

## 2: SWOT: Les Faiblesses

| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>   |   |  |   |  |   |
|--|---|--|---|--|---|
| <b>Objectif du projet :</b> <i>La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</i>   |   |  |   |  |   |
| <b>Cible :</b> <i>Quelles sont des faiblesses en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de partenaires (p.ex. Régies Financières, services techniques des mines, finances, plan, Budget, ITIE ...), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</i> |   |  |   |  |   |
| Durée :<br>De 2022 à 2026  | Niveau de la personne   | Niveau de l'organisation   | Niveau de la société  |  |   |
|  | Développement des compétences   | Développement organisationnel  | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables  |   |
| <b>Faiblesses</b><br><br><b>Comme développés par GIZ</b>   | Scepticisme voire résistance face au changement et à la modernisation | Faible capacité d'adaptation au changement, particulièrement à la digitalisation structurelle et procédurale | Faible coordination interinstitutionnelle rendant impossible la capitalisation de compétences et la complémentarité dans l'intervention | Faible mise en œuvre / application du cadre légal et réglementaire                               |   |
|  | Regies financières, services techniques, COREF                        | Faible compétence avancée sur la fiscalité minière suivant la réforme du code minier en 2018                 |   | Insuffisance des moyens structurels, matériels et financiers                                     | Politisation et interventionnisme politique des institutions  |
|  | Regies financières, services techniques, COREF                        | Défense des intérêts privés  | Forte hiérarchisation des institutions, rendant le fonctionnement institutionnel très lourd   | Superposition et éparpillement des interventions des PTFs par manque d'une coordination efficace | Duplication, voire multiplication des institutions et fragmentation des compétences et mandats entre les institutions ouvrant dans le champ d'action proche |
|  | Regies financières, services techniques, COREF                        | Déresponsabilisation face à la dépendance à la hiérarchie dans l'exécution des tâches quotidiennes           | Les services travaillent en vase clos, faible coopération interinstitutionnelle et parfois entre les services de la même institution    |  | Relation complexe entre les entreprises et les services étatiques   |

### 3: SWOT: Les opportunités

| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>  |   |  |  |  |
|---|---|--|--|--|
| <b>Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</b>   |   |  |  |  |
| <b>Cible : Quelles sont des opportunités en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de partenaires (p.ex. Régies Financières, services techniques des mines, finances, plan, Budget, ITIE ...), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</b> |   |  |  |  |
| <b>Durée :<br/>De 2022 à<br/>2026</b>   | <b>Niveau de la personne</b>  | <b>Niveau de l'organisation</b>  | <b>Niveau de la société</b>  |  |
|   | <b>Développement des compétences</b>  | <b>Développement organisationnel</b>   | <b>Développement de coopérations</b>   | <b>Développement de conditions cadres favorables</b>                                 |
| <b>Opportunités<br/>Comme développés par<br/>GIZ</b>  | Réelle demande et plus de volonté exprimée pour renforcer les capacités sur l'érosion de la base imposable                | Demande expresse pour l'appui institutionnel   | Crédibilité de la coopération allemande et bonne collaboration avec les institutions publiques de la RDC | Forte demande internationale des minerais stratégiques/critiques                     |
| Regies financières, services techniques, COREF  | Disponibilité des agents à suivre les formations et à acquérir des nouvelles connaissances pour renforcer leurs capacités | Engagement dans l'accroissement des recettes (assignations budgétaires) et contrôle des paiements des entreprises  | Bon fonctionnement du COREF et une meilleure collaboration avec le projet                                | Plus d'intervention de bailleurs de fonds dans la gouvernance des finances publiques |
| Regies financières, services techniques, COREF  | Implication des agents dans la recherche de croissance de leurs capacités en vue de leur avancement professionnel         | Volonté de développer les plans de formation interne au sein des institutions.<br>Capitalisation sur les actions de base de renforcement de capacités effectuées dans le passé | Mise en place et fonctionnement harmonieux des COPIL et CST et de l'ITIE                                 | Numérisation et digitalisation des administrations fiscales et minières en RDC       |

### 4: SWOT: Les menaces

| <b>Matrice de renforcement des capacités</b>  |
|---|
| <b>Objectif du projet : La durabilité écologique, économique et sociale au sein et autour du secteur minier dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba est renforcée.</b> |

| <b>Cible : Quelles sont des menaces en termes de capacités (existantes ou non-existantes) à différents niveaux de partenaires (p.ex. Régies Financières, services techniques des mines, finances, plan, Budget, ITIE ...), en ce qui concerne l'objectif du projet ?</b> |   |   |   |  |
|--|---|---|---|--|
| Durée :<br>De 2022 à<br>2026   | Niveau de la personne   | Niveau de l'organisation  | Niveau de la société  |  |
|  | Développement des compétences   | Développement organisationnel   | Développement de coopérations   | Développement de conditions cadres favorables  |
| <b>Menaces</b><br><b>Comme développés par GIZ</b>  | Faible appropriation et application des compétences acquises lors des formations                                      | Faibles capacités institutionnelles (conditions de travail) pour la mise en œuvre des compétences acquises          | Multiplication des structures étatiques aux compétences similaires ou proches   | Faible appropriation des réformes au niveau pays et manque de stratégie de pérennisation des acquis                  |
| Régies financières, services techniques, COREF   | Personnalisation des rôles/positions/tâches du fait d'avoir bénéficié de plusieurs formations (agents indispensables) | Permutation des agents sans tenir compte de leurs capacités ou compétences professionnelles                         | Politisation des structures techniques avec une forte implication/intervention des hiérarchies ou familles politiques | Reduction voire effondrement de l'enveloppe de l'aide au développement (USAID, UE, ...) dû au contexte international |
| Régies financières, services techniques, COREF   | Recherche des opportunités payantes en dehors de l'institution (fuite des cerveaux)                                   | Faible rémunération des agents qualifiés, d'où la démotivation et parfois la compromission au sein de l'institution | Chevauchement ou duplication dans les interventions des PTFs  | Conjoncture macro-économique internationale défavorable affectant parfois le secteur minier                          |

## Besoins et mesures concernant le Renforcement des Capacités (RC)

### 1 : Besoin en RC niveau « Individu »

| Table 1 : Individu | Quels sont les BESOINS DE L'INDIVIDU en matière de renforcement des capacités pour développer les compétences aux différents niveaux de partenaires (p.ex. Régies Financières, services techniques des mines, finances, plan, Budget, ITIE ...) pour atteindre l'objectif du projet ? |  |                                    |
|--------------------|---|--|------------------------------------|
|                    | Colonne 1 :<br>Capacités à renforcer  | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés |
|                    |   |  |                                    |

|   |                                      |   |  |  |
|---|--------------------------------------|---|--|--|
| Développement des compétences niveau de la personne | Proposition globale de la GIZ/Output | Mobilisation des recettes fiscales de l'industrie minière   | Identification de besoins ; Cartographie de pratiques ; Renforcement de capacités et Accompagnement dans l'application des capacités acquises  | Accroissement des recettes du secteur minier industriel au budget de l'Etat  |
|   | Partenaire 1                         | Prévision des recettes du secteur minier industriel   | Formations pratiques et accompagnement sur la modélisation (FARI) des projets miniers  | Les agents acquièrent les connaissances et compétences sur la prévision de recettes suivant le modèle FARI   |
|   | Partenaire 2                         | Contrôle de l'application du régime fiscal du secteur minier tel que révisé en 2018<br>Programmation efficace et efficiente des missions de contrôle fiscal des projets miniers | Renforcement de capacités sur l'érosion de la base imposable et l'optimisation fiscale (prix de transfert, ...) et sur le régime fiscal minier de 2018.<br>Formation sur la programmation et la conduite des missions de contrôle fiscal basées sur l'approche risque dans l'industrie minière | Des contrôleurs fiscaux outillés pour mener des contrôles efficaces au sein des entreprises minières<br>Les missions de contrôle fiscal menées par les agences fiscales tiennent compte de l'approche risque |
|   | Partenaire 3                         | Collecte et gestion de données de l'industrie minière<br>Publication de données requises par la Norme ITIE 2023   | Renforcer les capacités de collecte et d'analyse de données du secteur minier industriel<br>Appui à la divulgation systématique de données par les services attitrés   | Les agents effectuent des collectes et analyses de données d'une manière efficace.<br>Les services étatiques publient les données de qualité de l'industrie minière  |

## 2 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Organisation »


| 2 : Organisation              |                                      | Quels sont les BESOINS DE L'ORGANISATION en matière de renforcement des capacités aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |   |   |
|-------------------------------|--------------------------------------|--|---|---|
|                               |                                      | Colonne 1:<br>Capacités à renforcer  | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre  | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés  |
| Développement organisationnel | Proposition globale de la GIZ/Output | Intégration de la modélisation des projets miniers dans la prévision des recettes du budget de l'Etat  | Accompagnement au changement dans la prévision des recettes, le contrôle fiscal et la divulgation systématique de données.<br>Appuyer la mise en œuvre de l'arrêté interministériel portant modification du | Le budget de l'Etat intègre la modélisation (FARI) de projets miniers comme méthode de prévision de recettes minières |

|  |  |   |  |   |
|--|--|---|--|---|
|  |  |   | CPCM et intégrant la modélisation dans la prévision de recettes minières   |   |
|  | Regies financières, services techniques, COREF | Approche utilisée dans le contrôle fiscal en vue d'utiliser efficacement les ressources de l'institution    | Appuyer la mise en œuvre de l'approche risque dans la programmation et l'exécution des missions de contrôle fiscal des projets miniers ;<br>Encourager les contrôles fiscaux conjoints ;<br>Mener les coachings des inspecteurs fiscaux pour leurs missions                | Les institutions utilisent l'approche basée sur le risque dans la programmation et la conduite des contrôles fiscaux                                    |
|  | Regies financières, services techniques, COREF | Collecte, traitement, gestion, partage, vérification et publication des informations de l'industrie minière | Appuyer le développement des outils de collecte de données (Formulaire des études de faisabilité) qui répondent aux besoins de toutes les institutions attirées ;<br>Soutenir la plateforme de publication de données et l'interconnexion de bases de données avec les API | Amélioration dans la collecte et le traitement de données de qualités qui soient partagées et publiées par les services au profit des parties prenantes |

### 3 : Besoin RC : Besoin en RC niveau « Société »

| 3: Société                                     |                                      | Quels sont les BESOINS en matière de renforcement des capacités POUR DEVELOPPER DE COOPERATIONS ET CONDITIONS CADRES FAVORABLES aux différents niveaux de (partenaires : p.ex. ITIE, Régies Financières, Société Civile, SAEMAPE, IDAKI, FEC, etc) pour atteindre l'objectif du projet ? |  |   |
|--|--------------------------------------|--|--|---|
|  |                                      | Colonne 1 :<br>Capacités à renforcer   | Colonne 2 :<br>Mesures à mettre en œuvre   | Colonne 3 :<br>Résultats escomptés  |
| Développement des coopérations                 | Proposition globale de la GIZ/Output | Collaboration et synergie entre les institutions étatiques (ministères et services techniques) concernés   | Mise en place des structures de pilotage et de collaboration des partenaires -COPIL et CST)<br>Dialogue permanent, réseaux et groupes de travail informels, co-construction et cocréation des outils (modules de formation, ...) | Les services étatiques concernés évoluent ensemble pour l'accomplissement de leurs missions |
| Développement des conditions cadres favorables |                                      | Prise de décision informée basée sur l'analyse des informations fiables dans la programmation budgétaire   | Œuvrer pour l'adoption, la signature et l'application de l'arrêté modifié du CPCM qui intègre la modélisation financière des projets   | L'Etat effectue des prévisions budgétaires réalistes des recettes issues de l'industrie     |

|  |  |  |   |   |
|--|--|--|---|---|
|  |  |  | miniers dans la budgétisation   | minière   |
| Développement des coopérations                 | Regies financières, services techniques, COREF | Coordination des partenaires techniques et financiers    | Mise en place et participation aux cadres d'échange et de discussions entre PTFs (Groupe inter-bailleurs FP & Mines)  | Les PTFs collaborent et partagent des informations sur leurs interventions dans les FP et Mines     |
| Développement des conditions cadres favorables |  | Transparence et redevabilité                             | Appuyer la mise en œuvre de l'ITIE en RDC   | Croissance de la transparence dans la collecte et la gestion des fonds issus de l'industrie minière |
| Développement des coopérations                 | Regies financières, services techniques        | Relation entre les entreprises et les services étatiques | Sensibilisation des entreprises notamment pour la divulgation systématique de données dans les plateformes multipartites de dialogue                                  | Les entreprises et les services étatiques améliorent leurs relations et leur confiance mutuelle     |
| Développement des conditions cadres favorables |  | Contribution du secteur minier au budget de l'Etat       | Accroître la capacité de l'Etat en adoptant des outils et des approches de mobilisation des recettes de l'industrie minière et de lutte contre l'optimisation fiscale | Croissance de la contribution du secteur minier industriel au budget de l'état                      |



Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Registered offices  
Bonn and Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36  
53113 Bonn, Germany  
T +49 228 44 60-0  
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn, Germany  
T +49 61 96 79-0  
F +49 61 96 79-11 15

E [info@giz.de](mailto:info@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)